

# «Effarés», des députés réclament la fermeture immédiate de Frambois

Tensions croissantes, sous-occupation des détenus, assistance psychiatrique aléatoire, épuisement du personnel... La commission des visiteurs officiels du Grand Conseil genevois est «effarée» de ce qu'elle a vu, mercredi, lors d'une visite à l'établissement de détention administrative de Frambois, a déclaré son président Renaud Gautier hier. Elle dénonce la dégradation «scandaleuse» des conditions de

rétenion des requérants deboutés, placés par les cantons de Vaud, Genève et Neuchâtel. Et réclame à l'unanimité au Conseil d'Etat sa fermeture immédiate. «C'est le métier de la commission des visiteurs d'être surprise. Elle met en avant quelques cas lourds, que je reconnais», tempère Bernard Gut, membre de la Fondation romande de détention, qui gère Frambois.

# Des députés demandent la fermeture de Frambois

**ASILE** • *La commission des visiteurs dénonce les «conditions scandaleuses» de rétention dans le centre pour requérants déboutés.*



«Les conditions de rétention à Frambois sont indignes, Genève n'a pas de leçon à donner à Guantanamo.» Ce constat, sans nuance, est dressé par Renaud Gautier, président de la commission. JJKPHOTO

## RACHAD ARMANIOS

Drôle de coïncidence. Hier, le centre de détention administrative de Frambois était cité en exemple dans un rapport du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT, lire aussi en page 7). Mais le même jour, cet établissement intercantonal pour requérants d'asile en attente de renvoi, situé à Vernier, recevait les foudres de la commission des visiteurs du Grand Conseil genevois. Dans une interpellation urgente adressée au Conseil d'Etat, la commission demande à l'unanimité «la fermeture sans délai» de l'établissement. Selon le président de la commission, le libéral Renaud Gautier, «les conditions de rétention sont indignes, Genève n'a pas de leçon à donner à Guantanamo».

Le fossé entre les deux appréciations s'explique par une question de timing: la CPT avait effectué une visite en automne 2007, tandis que les députés ainsi que l'experte indépendante Doris Leuenberger se sont rendus à Frambois mercredi. Que s'est-il passé en une année?

Le 20 mars dernier, la commission avait déjà constaté des dysfonctionnements liés à l'absence d'une direction structurée depuis l'été 2007. «A ce jour, la situation s'est encore péjorée.»

Vice-président de la commission, l'UDC Eric Ischi juge la situation «inacceptable» tout en nuanciant la verve de M. Gautier. Il souligne que le personnel est en sous-effectif chronique, effectuant jusqu'à 70 heures par semaine. Conséquence, plusieurs collaborateurs en burn out sont remplacés par des agents de sécurité privée qui, selon la commission, ne sont pas formés pour l'encadrement spécifique au centre.

## Situation explosive

Le quotidien des détenus s'en ressent: manque d'activités, oisiveté, tensions. Cette situation, cumulée au manque de perspectives d'une population en attente de renvoi, est explosive: deux hommes ont récemment tenté de se suicider (*Le Courrier* du 29 octobre). Après une nuit en pavillon médical à Belle-Idée, ils étaient re-

turnés à Frambois, où ils sont toujours, sans suivi psychiatrique.

Parmi les dix-huit pensionnaires, un est dangereux et s'en est pris à ses codétenus. L'autre, hémiparalysé, compte sur la solidarité des pensionnaires puisqu'il ne peut ni cuisiner, ni se laver, ni se déplacer seul dans un bâtiment insalubre et inadapté pour une personne handicapée.

## Une nomination «surprenante»

Eric Ischi a visité une «institution à l'abandon», un «avion sans pilote», dit-il. Coïncidence encore? Lundi, le Conseil d'Etat annonçait la nomination de Jean-Michel Claude à la direction de Frambois. Il succèdera à Pierre-Emmanuel Chabry, qui voulait «réorienter sa carrière», selon un communiqué. S'il quitte ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre, il aurait déjà lâché la barre, selon la commission des visiteurs. Ainsi, la gestion serait assurée essentiellement par un membre du personnel, à la fois assistant social, gardien et directeur. Inès Bocco, pour ne pas la nommer, sera

membre de la direction dès le 1<sup>er</sup> décembre.

«L'arrivée de M. Claude permettra de régler la situation», espère Eric Ischi. Renaud Gautier en doute: «Sa nomination a surpris la commission», dit-il sobriement. Directeur de Champ-Dollon entre 1998 et 2000, sa gestion autoritaire et la déstabilisation du personnel qui en avait découlé lui avaient valu d'être «déplacé» par le Conseil d'Etat de l'époque.

De l'eau a coulé sous les ponts, justifie en substance Bernard Gut, membre de la Fondation romande de détention qui gère Frambois. Et de déclarer: «Il n'est pas question de fermer l'établissement. M. Chabry n'était pas présent mercredi lors de la visite, d'où l'impression d'une prétendue vacance à la direction. C'est le métier de la commission des visiteurs d'être surprise. Elle met en avant quelques cas lourds, que je reconnais.»

En discussion avec l'Hôpital cantonal, Frambois cherche une parade «au phénomène nouveau» des cas relevant de la psychiatrie, poursuit M. Gut. I